

« L'apathie aura duré longtemps, mais la population se repolitise »

2018, année de crise politique. 2019, année électorale : rétrospective et prospective avec le politologue Jean-Benoît Pilet.

● **Emmanuel WILPUTTE**

On aura rarement entamé une année avec autant d'incertitude sur « notre » futur politique. Vers où va-t-on ? Quelques pistes d'analyse avec le Namurois Jean-Benoît Pilet, chercheur et enseignant à l'ULB.

Son regard sur la situation au niveau fédéral ? « Elle est totalement inédite. Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement est en affaires courantes, mais il l'est avant même les élections – longtemps avant – et potentiellement pour longtemps. Un an peut-être. L'autre aspect inédit, c'est que précédemment, l'équipe sortante avait toujours une majorité. ».

« C'est le paradoxe de 2018 : une défiance par rapport aux élus, et parallèlement, une implication politique »

Voilà pour le constat. Avec une sous-question : est-ce gérable ? « Il y a une malléabilité institutionnelle, la politique a peur du vide. Les institutions vont s'adapter. Les états ont cette capacité de résilience pour éviter la faillite... de l'État. La faillite, ce

n'est pas du tout ce qui va se passer, l'État s'adaptera ».

Et le citoyen, dans tout ça ? « Pour l'instant, il y a une méfiance, mais plutôt vis-à-vis des représentants politiques, des élus, pas par rapport à la politique. La population belge a réussi à imposer des questions à l'agenda. Des citoyens ont gagné la conviction que la mobilisation peut faire bouger les choses. C'est le paradoxe de 2018 : une défiance par rapport aux élus, et parallèlement, une implication politique pouvant aussi être basée sur des attitudes individuelles. En consommant local, en adoptant d'autres comportements de transport, en accueillant des réfugiés etc. La population se repolitise. L'apathie aura duré longtemps. C'est la fin d'un consensus sur la manière avec laquelle la démocratie doit fonctionner. Ça n'a pas toujours été le cas. L'aristocratie électorale au pouvoir depuis des décennies, auparavant, ça ne posait pas de problème ».

« La fin du consensus sur le mode de fonctionnement de la démocratie »

Les citoyens, de plus en plus politisés, ne pourraient-ils pas se mobiliser en interpellant les pouvoirs, sur ce thème : « On arrête de jouer » ?

Jean-Benoît Pilet nuance fortement : « Se mobiliser, oui, mais pour réclamer quelle solution ? Le consensus n'existe pas. C'est la fin du consensus sur le mode de fonctionnement de la démocratie, mais il n'y a pas encore de nouveau modèle. On est confronté à des contradictions. Certains réclament plus de partici-

pation citoyenne. D'autres voudraient plutôt laisser à des experts, le soin de prendre des décisions, sur base de leur savoir. Il n'existe aucune unanimité, sur ce qui devrait remplacer notre modèle classique, né au XIX^e siècle, et renforcé après la Seconde Guerre mondiale ».

« L'implosion du pays, j'ai du mal à la concevoir »

La question parmi toutes les autres, que l'on a envie de poser à un spécialiste de la politique belge : ce pays a-t-il encore un avenir, alors que l'on annonce, en mai prochain, la « mère de toutes les élections » ?

Le politologue namurois, malgré l'ambiance du moment, se montre rassurant : « L'implosion, j'ai du mal à la concevoir. En Catalogne, il y a une forte demande pour l'indépendance, ils n'y arrivent pas. En Belgique, cette revendication concerne de 20 à 25 % de citoyens en Flandre, 0 % en Wallonie. Il n'y a pas de demande sociale. Par contre, le pays peut être bloqué »

« Sans un gouvernement de plein exercice, on peut fonctionner, mais il faut que les autres se forment. Sinon, la situation devient dangereuse »

Le blocage, c'est ce qui risque de se passer en 2019 ? « Durant les affaires courantes, quand elles ont duré plus de 500 jours, le parlement avait repris une part d'autonomie.

De plus, il y avait une extension de la définition des affaires courantes. Sans un gouvernement de plein exercice, on peut fonctionner, mais il faut que les autres

(NDLR. dans les Régions, à la Communauté Wallonie-Bruxelles) se forment. Sinon, la situation devient dangereuse ». ■

Ancien président du Cevipol

Jean-Benoît Pilet habite Vedrin, il sont de quatre ans).

est docteur en sciences

politiques. Il enseigne à

l'université libre de Bruxelles.

Avec neuf autres professeurs

de l'ULB et une quarantaine de

chercheurs, il est membre

d'une unité de recherche

baptisée « Cevipol », qu'il a lui-

même présidée

précédemment (les mandats

Le Cevipol, c'est le « Centre

d'étude de la vie politique »,

dont l'une des missions, outre

la recherche, consiste à

expliquer la politique en

Belgique. Cela mérite bien une

équipe aussi étoffée de

spécialistes, dont fait partie le

Namurois.